

Militants, qui êtes-vous?

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): - **(1990)**

Heft 9

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-971556>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Militants, qui êtes-vous ?

Pour la première fois, les partis politiques suisses se sont ouverts à une vaste enquête visant à cerner le profil de leurs délégués au niveau fédéral. Du jamais vu : 1400 représentants des quatre partis gouvernementaux ont répondu aux politologues de l'Université de Genève.

Discrétion. C'est un maître mot en Suisse. Et pas seulement en matière de banques. Le monde politique est tout aussi réservé, bien que le pays soit un modèle de démocratie directe. Cette discrétion a engendré une inconnue : on sait comment fonctionnent les institutions et les partis, mais on ignore quels sont les profils des personnes qui organisent la politique.

Des chercheurs du Département de science politique de l'Université de Genève, sous la direction d'Ural Ayberk, ont voulu en savoir plus. Et pour ne pas se perdre dans la trentaine de partis organisés aux niveaux communal, cantonal et fédéral, les politologues se sont concentrés sur le plus haut niveau : les "assemblées de délégués".

Chaque grand parti décide des lignes de sa politique au cours de vastes rassemblements, auxquels participent des centaines de membres en provenance de tous les cantons. Réunis pour quelques jours, les participants ne se connaissent généralement pas. Et les seuls documents existant sur la composition de ces meetings sont des listes de noms très confidentielles.

Les chercheurs de Genève ont approché les différents partis helvétiques pour leur demander de leur fournir ces listes, afin de mener une enquête auprès des hommes et des femmes qui jouent un rôle clé dans la politique du pays. Le Parti radical démocratique (PRD), l'Union démocratique du centre (UDC), le Parti démocrate-chrétien (PDC) et le Parti socialiste suisse (PSS) — à savoir les quatre partis

gouvernementaux — ont volontiers livré les noms et les adresses de leurs délégués, très favorables qu'ils étaient à l'idée de collaborer à cette enquête.

Ces contacts furent pris au début de 1988, une année d'élections à l'échelle nationale, et donc une période de grande agitation. Les chercheurs ont bien sûr assisté aux différentes assemblées ; ils ont aussi discuté avec les présidents et les secrétaires des partis, avant d'expédier à chaque délégué un questionnaire à

remplir anonymement. En tout 35 questions visant à cerner la personnalité de l'intéressé.

L'équipe d'Ural Ayberk fut agréablement surprise par l'accueil dont bénéficièrent ces questionnaires : plus de 1400 réponses, soit plus de 50% de l'effectif ! Un chiffre très élevé qui montre que le monde politique lui-même désire savoir à quoi il ressemble. D'autant que la période actuelle se caractérise par une détérioration de l'image des partis, ainsi que par un affaiblissement de

leurs capacités de mobiliser leurs membres et d'influencer l'opinion.

Le premier chiffre dégagé par l'enquête concerne l'âge. La moyenne se situe à 47 ans. Mais on est plus vieux dans les partis bourgeois (moyenne 50 ans) que chez les socialistes (42 ans). Bien qu'aucune enquête précédente ne permette la comparaison, il apparaît néanmoins que les partis "vieillissent", car les délégués d'aujourd'hui sont souvent les mêmes qu'il y a quinze ans. Parallèlement à la maigre présence des jeunes, les chercheurs ont constaté une faible



Vote à main levée, lors d'une assemblée des délégués de l'UDC. (Photo: ASL)

représentation des milieux ouvriers ou artisans — même dans les congrès du Parti socialiste !

Il existe par contre une représentation massive des professions libérales, des cadres supérieurs, des chefs d'entreprise et des professeurs des écoles secondaires ou hautes écoles. Il est vrai que les assemblées s'étalent souvent sur plusieurs jours, et que trois nuits d'hôtel à Zurich coûtent cher pour un ouvrier qui vient de l'autre bout du pays.

La politique est aussi une affaire de tradition familiale. La moitié des délégués des partis bourgeois (PRD, UDC, PDC) avouent que leurs parents appartenaient au même parti. Et ils se souviennent très bien des discussions politiques qui animaient les repas de leur enfance. Le Parti socialiste, en revanche, échappe à ce schéma : moins d'un cinquième de ses représentants ont suivi la trace de leurs parents.

Mais quel rôle politique jouent les délégués en dehors des assemblées ? L'enquête montre que 27% d'entre eux cumulent plusieurs responsabilités, souvent trois. A l'extrême, un délégué sera par exemple Conseiller national, directeur d'une administration fédérale, et il aura de surcroît une responsabilité politique dans sa commune. Les politologues d'Ural Ayberk ont recensé, dans chaque parti, une dizaine de délégués qui sont dans ce cas. Et leur enquête aboutit à une conclusion intéressante : en Suisse, il existe une "super élite", formée de moins de 100 personnes, qui contrôle les administrations et s'occupe en même temps des principales activités politiques.

Et les femmes dans tout cela ? Représentant un quart de l'effectif, elles apparaissent être le moteur des changements politiques à venir. En effet, de façon relative selon le parti, elles se montrent plus progressistes que les hommes, et davantage axées sur la qualité de la vie que sur la croissance économique (voir graphiques). Elles sont aussi plus modestes que leurs homologues masculins. Quand on leur demande de se définir, elles se décrivent comme de simples "militantes". Alors que les hommes se déclarent "cadres" ou "dirigeants politiques". Leur moyenne d'âge correspond à celle des hommes. Les femmes qui ont des enfants en bas âge n'ont de toute évidence pas le temps de se rendre aux assemblées. Moins d'un cinquième d'entre elles sont d'ailleurs des femmes au foyer.

A propos des femmes en politique, l'enquête a permis de faire une découverte. Alors que la Suisse ne leur a accordé le droit de vote qu'en 1971, beaucoup de déléguées ont déclaré être membres de leur parti depuis bien avant cette date. Il s'agit donc de militantes de la première heure, restées actives depuis lors.

Et justement, le vieillissement général des partis pourrait s'expliquer en partie par l'absence d'enjeux politiques majeurs, comme l'était le droit de vote des femmes... □

Un compte-rendu de cette enquête sera prochainement publié sous le titre "Les cadres des partis gouvernementaux", Georg éditeur, Genève.

